

RAPPORT N° 357 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 15 OCTOBRE 2022

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 08 au 15 octobre 2022 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins trois (3) personnes ont été assassinées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la journée de samedi 8 octobre 2022 vers 12 heures, le corps sans vie d'un retraité de la police, Melchior Buso, originaire de la zone de Kivumu de la commune de Mugamba, en province de Bururi (sud du Burundi), a été découvert près d'une position de police située au chef-lieu de la zone de Kivumu.

Selon des sources locales, son corps avait du sang dans la bouche et le nez, ce qui montre qu'il avait été assassiné la veille. Melchior Buso avait disparu la veille lorsqu'il rentrait du centre de négoce de la colline de Gashishima située à quelques 200 mètres de la même position de police de la zone de Kivumu. Les membres de sa famille ont alerté directement la police locale après avoir constaté que le retraité de la PNB (Police Nationale du Burundi) n'était pas rentré à son domicile. Cependant, le responsable de cette position policière s'est montré indifférent, ce qui accrût les soupçons de cette famille que Melchior Manirakiza aurait été assassiné par des policiers de cette localité. En conséquence, la famille de la victime refuse de procéder à son enterrement tant qu'une enquête approfondie et indépendante n'aura pas permis de déterminer les circonstances et d'identifier les auteurs de son assassinat. Le corps de la victime repose dans la morgue de l'hôpital de Rutovu en attendant l'issue de l'enquête.

SOS-Torture Burundi dénonce le phénomène de corps de personnes assassinées puis abandonnés dans la nature en vue de fausser toute enquête ultérieure et demande aux autorités policières et judiciaires de mener des enquêtes appropriées pour identifier les auteurs de ces assassinats ciblés et ainsi d'éradiquer ce phénomène qui est devenu récurrent depuis l'accession au pouvoir du Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD).

- Dans la journée de lundi 10 octobre 2022 vers 12 heures, le corps sans vie d'un jeune homme connu sous le nom d'Isaac Manirakiza, âgé de 31 ans, a été retrouvé dans une petite brousse située sur la colline de Nyambuye de la commune de Bukirasazi, en province de Gitega (centre du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre, le corps d'Isaac Manirakiza gisait dans une mare de sang et présentait plusieurs blessures qui montrent qu'il a été sauvagement assassiné à coups de machette par des individus non identifiés qui l'ont également dépossédé de tous ses biens. Des sources proches de sa famille précisent qu'Isaac Manirakiza, originaire de la colline de Rugazi de la commune de Bugenyuzi, en province de Karusi, avait annoncé qu'il rentrait de la Tanzanie avec son vélo, 8 kg de grains d'arachides, un montant de cinq cent mille francs burundais (500 000 Fbu) et un téléphone portable. Aucun suspect n'a encore été appréhendé pour le moment.

- Dans la soirée de lundi 10 octobre 2022, une femme connue sous le nom de Séraphine Ciza, âgée de 46 ans et mère de 4 enfants, a été tuée à coups de gourdin au niveau de la tête sur la sous-colline de Sare de la colline de Taba, dans la commune de Ruhororo de la province de Ngozi (nord du Burundi).

SOS Torture Burundi demande des enquêtes sérieuses pour déterminer les mobiles de ce meurtre et punir l'auteur sans complaisance.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.